

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2020)
Heft: 3

Artikel: Les crises et conflits au Sahel : le renseignement au cœur du problème
Autor: Bless, Jean-Baptiste
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-913880>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Une gare routière dans le Sahel : pour aller où ?
Toutes les photos © auteur.

Renseignement

Les crises et conflits au Sahel. Le renseignement au cœur du problème

Maj Jean-Baptiste Bless

Observateur militaire

*J*ean-Baptiste Bless est Conseiller en Sécurité dans les pays du Sahel pour le compte du DFAE. Par le passé, il a effectué deux missions au sein de l'état-major de la MINUSMA. Il nous livre ici une synthèse de ses expériences sur les crises qu'il a côtoyées durant trois ans dans la région, et sur les réponses qui leurs sont apportées. Ses avis sont personnels et n'engagent que lui.

Introduction

Depuis 2012 et le début de la guerre au Mali, le Sahel est sous les feux des projecteurs et revient régulièrement dans les titres des médias internationaux. L'opération française SERVAL, puis l'établissement de la Force onusienne au Mali, la MINUSMA, ont drainé un flux considérable de moyens occidentaux vers cette région autrefois oubliée du monde. Des missions européennes de coopération, EUTM et EUCAP Sahel, se sont constituées pour renforcer les capacités des forces armées nationales au Mali et au Niger. Les flux migratoires, autrefois canalisés par une Lybie puissante, ont eu pour effet d'accentuer cette tendance, avec un développement rapide des activités de l'ONU au Niger. L'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations), par exemple, mais aussi l'UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés) y ont vu leurs effectifs fortement augmenter. Entre temps, la région s'est embrasée et le Burkina assiste, impuissant, au gangrénage de son territoire par des attaques à caractère terroriste. Depuis quelques mois, la force française Barkhane intervient également dans ce pays, comme elle le faisait depuis plusieurs années au Mali. Finalement, une tentative unique de coopération militaire entre les pays principalement concernés a vu le jour sous le nom du G5 Sahel. Malgré cette débauche de moyens, les foyers de crise se multiplient, s'étendent, l'insécurité croît et les populations souffrent. Comment rectifier le tir ? Voici quelques éléments de réponse - Pour commencer : savoir de quoi on parle. Puis se poser les bonnes questions.

La terre et les hommes

La bande sahélienne est un espace qui s'étend sur 4'000 km du Sénégal à la Somalie. Le Sahel borde le Sud du Sahara et sépare ce dernier de la zone appelée « soudanaise », plus verte. En arabe, Sahel signifie « rivage ». Le Sahel est donc une zone de transition entre le désert et la forêt, à mi-chemin entre différents types de climats, de cultures et de modes de vie. Depuis 2012, les pays de la région particulièrement touchés par l'insécurité sont le Mali, puis, chronologiquement, le Burkina Faso, et le Niger. Ce sont tous des pays enclavés, victimes de crises qui leur sont propres, mais aux racines similaires.

Le Sahel réunit aussi différents types de populations : au Nord, les Touareg et les populations arabisantes, traditionnellement nomades, guerrières et commerçantes ; au Sud, des populations noires, essentiellement sédentaires. Ces populations se regroupent au sein de différentes ethnies (« communautés », selon le langage usuel), qui ont chacune développé un mode de vie traditionnel caractéristique. Pour citer les principales, les Songhai sont les gens du Fleuve : ils pêchent et pratiquent l'agriculture à proximité de l'eau ; les Bambara du Mali et les Mossi du Burkina sont des ethnies dominantes dans leurs pays respectifs : sédentaires, elles se consacrent principalement à l'agriculture ; les Haoussa du Niger sont, eux, tournés vers le commerce avec le puissant voisin du Nigéria dont ils peuplent une partie du nord. Une myriade d'ethnies minoritaires complète le tableau. La population la plus caractéristique du Sahel est l'ethnie peule. Les origines de ces éleveurs nomades sont âprement disputées. Les Peuls cherchent depuis toujours leur place au sein des différentes populations du Sahel.

Les crises et conflits

De nos jours, si le Sahel attire tout l'intérêt de la communauté internationale, c'est bien en raison des conflits

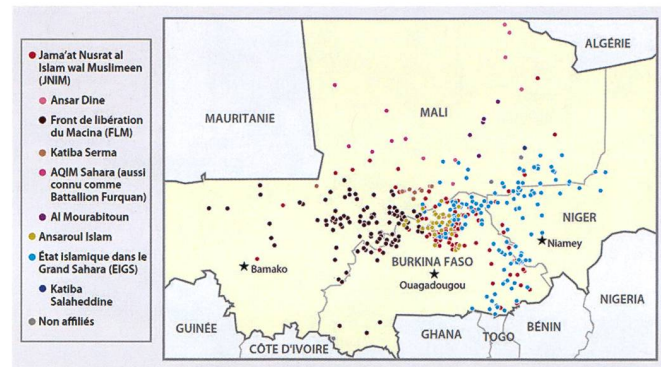
et des crises qui le hantent, et de leurs conséquences au niveau international. Ces conflits sont multiples et variés, s'alimentent entre eux et trouvent parfois leurs racines dans l'histoire ancienne. Les voici de manière synthétique :

Les revendications indépendantistes : C'est au nom de l'indépendance de l'Azawad¹ que se déclenche en 2012 la rébellion du Nord du Mali qui mènera à l'opération française Serval et finalement à l'établissement de la MINUSMA. Les rébellions, notamment touarègues, sont récurrentes depuis les indépendances des années 1960 et témoignent d'un malaise profond au sein d'états créés artificiellement lors de la décolonisation. Etablis sur un modèle ultra centralisé, ces Etats ne rendent pas justice à la diversité des modes de vies des populations, et aux besoins des différentes régions. De plus, ils concentrent le pouvoir dans les mains de quelques familles, souvent issus de la même ethnie, qui bénéficient de tous les avantages dus à l'exploitations des matières premières et à la présence internationale. Seule exception, le Niger, qui semble avoir trouvé une harmonie dans la répartition du pouvoir, suite aux rébellions touarègues des années 1990 et 2000.

Les conflits ethniques sont précisément partie intégrante des velléités indépendantistes au Nord du Mali (Azawad), comme elles l'ont été lors des rébellions touarègues du Niger par le passé. Ce n'est cependant pas le cas du Burkina, où les minorités sont trop éparpillées pour constituer un ensemble fort. Dans ces pays, les ethnies structurent les sociétés autant que les frontières étatiques. Il y a donc enchevêtrements de frontières. Lors d'un conflit foncier, par exemple, la famille, puis le clan, prennent parti pour les leurs. Une simple étincelle peut ainsi embraser une région entière, et les fronts se durcir en une spirale de violence. C'est ce qui se passe principalement au Centre du Mali, où les Peuls et les Dogons s'affrontent régulièrement dans les territoires qu'ils partagent, sans plus savoir exactement ce qui a déclenché les premières hostilités. La différence ethnique n'est pas la seule raison des litiges en soi, mais elle structure les réactions communautaires qui en résultent. Des milices d'auto-défense se forment, parfois avec la complicité des autorités, qui s'accommodent bien de sous-traiter la sécurité des régions rurales. Depuis fin 2018, ces conflits ont engendré des massacres qui se comptent parfois en dizaines de victimes, et est apparu pour la première fois dans ce contexte le qualificatif de « nettoyage ethnique ». Ces conflits sont principalement alimentés par des tensions, souvent ancestrales, liées aux ressources et aux différents modes de vie.

Une lutte pour les ressources : Si la désertification des steppes n'est pas vérifiée partout et connaît des contre-exemples, force est de constater que l'explosion du taux de natalité génère des tensions autour des points d'eaux, des champs, et des troupeaux. En particulier, il y a conflit entre pasteurs nomades et agriculteurs sédentaires. Chaque transhumance provoque la colère des populations installées, et des échauffourées ont lieu, de

¹ L'Azawad est la partie nord du Mali, dont les frontières ne sont pas clairement délimitées, et qui est principalement habitée par des Touarègues et des Arabes.



Les attaques terroristes dans le Sahel en 2019.

plus en plus sanglantes en raison de la prolifération des armes personnelles. Tacitement, l'Etat central soutient les sédentaires, souvent majoritaires et mieux représentés dans les instances du pouvoir. De plus, le concept de l'Etat de droit centralisé ne laisse que peu de place aux « gens du voyage ». Les Peuls sont ici particulièrement concernés, et leur stigmatisation favorise le recrutement des plus jeunes au sein des groupes armés djihadistes.

Le contrôle des trafics : Là où la terre cesse de produire des fruits, le commerce commence. C'est le cas de toute la partie Nord du Sahel, porte d'entrée vers le Sahara et ses caravanes. Si les *pick-up* ont remplacé les dromadaires, les échanges entre les pays du Maghreb et ceux d'Afrique noire n'ont pas cessé et constituent, pour les populations touarègues et arabes notamment, la principale source de revenus. Or les échanges les plus juteux sont effectués en trafiquant armes, drogues et êtres humains. Ces trafics sont donc activement combattus par la communauté internationale et, officiellement, par les Etats. Ne souhaitant pas exacerber plus encore les tensions entre les capitales et les régions périphériques, ces même Etats font cependant preuve d'une certaine tolérance. Par ailleurs, des scandales réguliers révèlent que les personnes au pouvoir ne sont souvent pas exemptes de tout soupçon de complicité. Finalement, les échanges commerciaux illégaux ne semblent être qualifiés de « trafics » que lorsque les marchandises approchent du Sahara. Ne serait-il pourtant pas plus aisé de contrôler les ports commerciaux d'où elles viennent que les immensités désertiques ? Cette réalité peu connue augmente encore le sentiment de stigmatisation des populations périphériques.

L'affrontement de deux Islam : Le Sahel a été converti à l'Islam par vagues à partir du IX^e siècle, et le christianisme n'a réussi à s'y établir que dans de minuscules poches. Les populations locales ont adapté cette religion venue d'ailleurs à leurs mœurs ancestrales, et on a vu se développer un « islam d'Afrique » dans lequel les cérémonies de passage (baptêmes, mariages, enterrements) sont assaisonnées de coutumes traditionnelles locales. Depuis trois décennies au moins, une nouvelle vague, qui se veut plus radicale, c'est à dire plus conforme, selon leurs promoteurs, à la lettre des textes, gagne les populations. Cette « réforme »



Ci-dessus : Avec les enfants des quartiers populaires de Bamako.

Ci-dessous : Coucher de soleil sur la campagne malienne.



religieuse prend deux formes majeures : le djihadisme armé et le prosélytisme des pays du Golfe. Tandis que le premier fait l'objet de toutes les préoccupations, le second agit discrètement en sous-main, sous couvert de financements de mosquées, de formation d'imams locaux,

Formation de bérêts bleus burkinabé en « zone compliquée ».



et d'incitations aux pèlerinages à la Mecque. L'Islam africain, après s'être développé de manière autonome, se voit recadrer par ses puissants parrains. Le djihadisme armé, lui, opère selon un mode de fonctionnement observé et vérifié : de petits groupes en motos imposent, village par village, les nouvelles règles, d'abord par la persuasion, puis par la contrainte. Il n'est d'ailleurs pas rare que les autorités traditionnelles aient auparavant été assassinées et les écoles brûlées, ceci afin de marquer l'avènement d'un « nouvel ordre », régi par de nouvelles règles. Une partie de la population est convertie afin de servir d'informateurs, de logisticiens, au mieux de combattants. La population finit par se soumettre à ces nouveaux occupants pour avoir la paix. Ce scénario se déroule quotidiennement au Mali comme au Burkina depuis 2015 et 2016, et plus récemment au nord-ouest du Niger.

Le choc de trois civilisations : L'Afrique de l'Ouest fait aujourd'hui l'objet d'une lutte inédite entre trois mondes : la culture traditionnelle africaine, les droits de l'homme véhiculés par les organismes internationaux, et le monde arabo-musulman. La population urbaine la plus éduquée est partagée entre ces deux influences extérieures, tandis que les campagnes semblent perpétuer leur mode de vie ancestral, tout en cédant lentement à des formes de pratique religieuse plus rigoristes. La généralisation du voile complet au Niger et sa progression au Mali et au Burkina indiquent pour le moins une certaine évolution dans ce sens. De leur côté, et sous pression de la situation sécuritaire, les ONG internationales tendent de plus en plus à se retrancher dans les centres urbains (pour les expatriés africains) et les capitales (pour les expatriés occidentaux). Dans certaines régions, la garantie d'obtenir des résultats concrets sur le terrain est abandonnée à la bonne volonté de sous-traitants locaux, hypothéquant par là-même toute possibilité de contrôle effectif. Certaines régions sont dès lors délaissées afin d'éviter les incidents. Or cette évolution augmente encore la porosité entre les populations abandonnées et les groupes armés, qui trouvent dans la jeunesse un public réceptif.

Une révolution sociale : L'explosion démographique au Sahel, le désœuvrement qu'elle engendre, et la diffusion de rêves venus d'ailleurs via les réseaux sociaux créent une masse croissante de jeunes insatisfaits. De plus, l'insécurité provoque un double phénomène de déracinement et de concentration de populations, que ce soit dans des zones urbaines épargnées, ou dans des camps de réfugiés / « déplacés internes » sous l'égide de l'UNHCR. L'un dans l'autre, le gâteau diminue, le nombre des parts augmente, et l'appétit des convives se creuse. Ces multiples phénomènes conduisent les jeunes à un rejet des autorités traditionnelles (famille, chef de village, marabout), elles-mêmes dépassées par les évolutions récentes. Le terreau est donc fertile pour une forme de contestation sociale radicale que représentent les groupes armés. Ceux-ci offrent aux jeunes hommes sans avenir un statut, un pouvoir, une activité rémunérée, un prestige et, pourquoi pas, une aventure. La dimension mystique du djihad n'est pas à minimiser dans ce contexte : non seulement il ouvre à une vie de délices après la mort, mais il enracine également dans un passé glorieux d'empires djihadistes défunts ou

idéalisés. Sans cet appel au don de soi pour une cause qui les dépasse, comment expliquer sinon l'abnégation folle des kamikazes ?

Adéquation de la réponse ?

Ces réalités complexes qui s'enchevêtrent sont au cœur de la résolution des conflits puisqu'elles les structurent. Or elles sont étonnamment mal maîtrisées par le personnel occidental en poste dans le Sahel. Voilà qui pourrait indiquer une première piste pour interpréter l'impuissance des différentes missions. A la MINUSMA, par exemple, les officiers d'Etat-Major prennent leurs fonctions sans être bien préparés aux réalités du terrain. Souvent, ils ont eu un *briefing* avant de partir, un autre en arrivant. Mais est-ce suffisant ? De fait, les premiers mois devraient servir à l'apprentissage des données de base, avec des voyages sur le terrain, mais la réalité fait qu'on est rapidement pris par les affaires courantes et obligé de livrer rapidement des rapports qui ne font que compiler les événements. Dans le meilleur des cas, les analystes sont arrivés avec une spécialisation (terrorisme, explosifs, imagerie, drones, base de données, etc), mais rares sont les officiers qui réunissent compétences techniques et compréhension du milieu. La seule spécialité qui n'est pas exigée, est celle du pays. De plus, sachant la rapidité des rotations – 6 à 12 mois, on comprend aisément que la Force soit constamment en train d'essayer de comprendre où elle est et ce qui s'y passe.

Un autre élément qui empêche une juste appréhension de la terre et des hommes est la rhétorique de « lutte contre le terrorisme ». Les différents groupes armés sont d'emblée classés comme « GAT » (Groupe armé terroriste), « GAS » (Groupe armé signataire de l'Accord de Paix) ou « milice armée ». Les terroristes sont donc combattus, les signataires considérés comme des partenaires, et les milices armées comme une nébuleuse dont on ne sait que faire. Cette vision simplifiée, d'ailleurs propre à la chose militaire, décrit effectivement les parties au conflit selon qu'elles ont choisi de jouer le jeu de l'Accord de paix sous égide internationale ou qu'elles sont entrées en dissidence. Seul hic : ces camps sont poreux et communiquent entre eux. De plus, les alliances se font et se défont. Comment donc traiter et classer les nouveaux groupes qui apparaissent ? Sans oublier que, pour prendre la MINUSMA, principale mission dans la région, l'objectif est en principe de stabiliser le Mali sans échanger de coup de feu. A quoi sert donc cette grille de lecture ? Ne faudrait-il pas mieux analyser la terre et les hommes selon les sciences humaines ?

Dans un autre registre, l'opération Barkhane, qui a pour mission la lutte anti-terroriste, a développé un nouveau type de renseignement. Le drone *Reaper* est devenu une pièce maîtresse des opérations sur le terrain, à l'image du fonctionnement américain en Afghanistan. Le renseignement initial se fait encore souvent au sol, via le réseau local et les patrouilles. Puis, lorsqu'un objectif a été déterminé, un *Reaper* est engagé pour l'observer, ou – dans le cas d'une cible mobile – le suivre. En l'espace de 15 minutes, un avion *Rafale* peut décoller de la base aérienne de Niamey, où ils sont basés, et toucher une cible

à la frontière malienne. Depuis la fin de l'année 2019, ces drones sont armés afin de pouvoir frapper directement. Les opérations sont ainsi entièrement télécommandées du poste d'opération de la capitale nigérienne, à 300, 500, pourquoi pas 1000 km de la cible. On mesure à cet exemple un aspect de ce qui est appelé « guerre asymétrique »... Dans tous les cas, on est aussi loin du renseignement dit « humain », que d'une approche fine de la résolution des conflits. Cet éloignement du terrain se retrouve dans d'autres domaines, comme l'« humanitaire » ou le « développement » par exemple. On y parle sans ambages de « *remote control* » (contrôle à distance) lorsque le travail est délégué à d'autres, que ce soit pour des raisons de coûts ou de sécurité.

Conclusion

Dans les quelques exemples cités ci-dessus, on assiste ainsi, pour différentes raisons, à une déconnexion des réalités du terrain et, par-là, à une méconnaissance généralisée de ses réalités pour les résultats que l'on sait. Les constats ici posés montrent à quel point on est loin de gagner les cœurs, ce qui représenterait pourtant la clé d'une lente reconquête du terrain pour y rétablir la paix. Le renseignement au sens large, la compréhension approfondie du milieu, du moins par les acteurs principaux, permettrait de mieux appréhender des crises qui souvent nous dépassent complètement. Trois pistes concrètes doivent être impérativement explorées à ce stade, avant que le principe même des opérations de maintien de la paix ne soit remis en cause :

- Former les soldats et leurs cadres de manière approfondie aux réalités historiques, géographiques et humaines ;
- Encourager les visites de terrains régulières, au contact rapproché des populations et des autorités locales ;
- Favoriser les missions de deux ans au moins pour un personnel qui doit être réduit et trié sur le volet.

Nous aurions alors peut-être la surprise de réaliser que, souvent, nous sommes impuissants, et que c'est à l'Etat, voire aux communautés locales elles-mêmes, d'assumer leurs responsabilités. Dans ce contexte, la Suisse joue rôle particulier. De par leur double formation civile et militaire, nos officiers sont plus à même de prendre du recul et de se poser les bonnes questions. De manière générale, la capacité toute helvétique à appréhender les différences culturelles nous donne un atout à offrir aux différentes parties au conflit. Finalement, mentionnons que l'image de la Suisse, sa neutralité, sa capacité de dialogue et sa réputation de sérieux, restent un passeport qui ouvre bien des portes pour remplir au mieux nos missions respectives.

J-B. B.